



**HAL**  
open science

## Introduction

Jean-Numa Ducange, Razmig Keucheyan, Stéphanie Roza

► **To cite this version:**

Jean-Numa Ducange, Razmig Keucheyan, Stéphanie Roza. Introduction. Ducange Jean-Numa; Razmig Keucheyan; Roza, Stéphanie. Histoire globale des socialismes, PUF, pp.11-20, 2021, 978-2-13-082210-3. <halshs-03358138>

**HAL Id: halshs-03358138**

**<https://shs.hal.science/halshs-03358138v1>**

Submitted on 26 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

## *Introduction*

Aucun courant du socialisme n'est sorti indemne du xx<sup>e</sup> siècle. Lors de la chute du mur de Berlin, l'opinion dominante donnait les courants révolutionnaires définitivement enterrés, alors que les courants réformistes avaient le vent en poupe. De fait, les années 1990 furent un âge d'or pour la social-démocratie occidentale. Elle exerça notamment le pouvoir en France (Lionel Jospin), en Allemagne (Gerhard Schröder), et en Grande-Bretagne (Tony Blair). C'était l'époque de la « troisième voie », de l'hybridation entre le néolibéralisme et la social-démocratie débouchant sur le « social-libéralisme ». Les années 2000 virent quant à elles accéder au pouvoir des représentants de partis se réclamant d'un socialisme « populiste » en Amérique latine : au Brésil, en Équateur, en Bolivie notamment.

En 2020, le constat est différent. Dans la plupart des pays latino-américains, les expériences socialistes ont vécu. En Europe, le réformisme social-démocrate est en position difficile, voire critique. Il suffit pour s'en convaincre de suivre la trajectoire du Parti socialiste français de l'élection de François Hollande en 2012 à nos jours. Dans d'autres pays de vieille implantation social-démocrate, la situation est un peu meilleure. Les sociaux-démocrates gouvernent encore parfois, par exemple aujourd'hui en Espagne ou en Suède. Toutefois, c'est toujours dans des coalitions dans lesquelles ils sont majoritaires mais affaiblis. La mondialisation néolibérale qu'ils avaient voulu dompter a rendu de plus en plus difficile ce qui depuis le début

du xx<sup>e</sup> siècle avait été leur credo : la régulation des « excès » du capitalisme et la protection sociale. Dans le « social-libéralisme », le libéralisme a globalement pris le dessus. Hors d'Europe, dans une tout autre configuration historique et politique, en Chine, possible première puissance mondiale dans un avenir proche, le parti au pouvoir se réclame explicitement d'un socialisme marxiste. Mais pour développer leur pays ses dirigeants sont allés très loin dans les accommodements avec l'économie de marché.

Résultat : tout socialisme est aujourd'hui en crise. Une crise électorale dans de nombreux pays, qui est aussi plus fondamentalement une crise d'identité. Cet ouvrage est-il un bilan avant liquidation ? Certes non. D'abord, les socialistes en ont vu d'autres. Que l'on songe à ce qu'être socialiste pouvait supposer de courage et de détermination à certaines époques, par exemple durant les années 1930 en Europe ou les années 1970 en Amérique latine, lorsque la répression s'abattait massivement sur ses militants et que toute perspective positive semblait relever de l'impossible. Surtout, le socialisme est l'envers du capitalisme. Aussi longtemps que ce système exploitera et aliénera, des socialistes s'élèveront contre la misère et les inégalités qu'il génère. Le monde de crises financières, de guerres, de changement climatique et de pandémies qui est le nôtre produira sans nul doute des socialistes. Reste à savoir sous quelles formes.

### *Définitions*

Les frontières du socialisme ont toujours été floues et évolutives. C'est pourquoi il sera question dans ce volume *des* socialismes au pluriel, et non du socialisme. Cependant, il est une caractéristique qui définit le socialisme partout et toujours : la centralité de la question sociale, l'analyse des sociétés modernes en termes de classes sociales et de leur lutte pour l'appropriation des ressources matérielles et symboliques. Les courants réformistes considèrent le capitalisme comme indépassable, en tout cas dans un avenir prévisible. À leurs yeux, il est toutefois possible d'en contrebalancer les effets néfastes. Ils ne nient pas l'existence des classes sociales, mais considèrent le compromis de classe – qui n'interdit pas le rapport

de force – comme un optimum pour les classes populaires. De ce compromis de classe émane le progrès, forcément graduel.

Les révolutionnaires voient au contraire le capitalisme comme irrémédiablement sous-tendu par des contradictions. Elles ne le conduisent pas nécessairement à elles seules à sa perte. Mais elles intensifient les luttes sociales et politiques, ce qui rend concevable le dépassement de ce système. Dans cette perspective, le rôle des socialistes est d'organiser la transition vers la société post-capitaliste, une transition considérée comme plus ou moins rapide selon les courants. Bien entendu, à propos des classes sociales et de leurs luttes, il existe différentes approches. Certains mettent en avant une définition économique des classes, d'autres insistent sur les aspects culturels ou « subjectifs ». De même, le fonctionnement de la société post-capitaliste a donné lieu à de nombreux débats. L'État aura-t-il dé péri, l'« administration des choses et la direction des opérations de production » prenant le relais du « gouvernement des personnes », selon la formule de Friedrich Engels ? La politique conservera-t-elle ses droits ?

Ces deux traditions ne sont pas pures : difficile d'écrire une histoire des socialismes qui se contenterait d'opposer un bloc « réformiste » à un autre « révolutionnaire ». Au cours de cette histoire, elles n'ont cessé de s'entremêler. Tout au long des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, d'autres revendications s'y sont ajoutées, par exemple féministes ou nationales. Comme on le constatera à la lecture de ce volume, les combats des socialistes sont loin de s'être limités à la question sociale étroitement conçue. Mais l'appartenance d'un auteur ou d'un parti à la tradition socialiste suppose qu'il accorde à la question sociale un poids *au moins équivalent* à ces autres revendications. Si d'autres revendications prennent le dessus, il en sort, *de facto*. Ceci n'empêche pas les alliances avec des courants extérieurs au socialisme dans le cadre de luttes particulières, par exemple de libération nationale. Cela suppose toutefois que la question sociale demeure la colonne vertébrale du programme.

Du point de vue adopté dans cet ouvrage, le communisme et l'anarchisme font partie de l'histoire des socialismes. C'est donc une acception large des socialismes que nous avons privilégiée. Chacun de ces courants pourrait bien sûr faire l'objet d'un volume en soi.

Les relations de leurs représentants avec les organisations socialistes proprement dites furent souvent houleuses. Après la révolution russe, le clivage entre socialistes et communistes a structuré l'histoire des gauches dans de nombreux pays, en Europe et ailleurs. Dans certains, comme l'Espagne ou l'Argentine, un puissant courant anarchiste est venu s'ajouter à eux, introduisant des idées et un répertoire d'actions novateurs.

Le communisme et l'anarchisme sont partie intégrante de l'histoire des socialismes en ceci qu'ils accordent eux aussi une centralité à la question sociale. Quels qu'aient été les désaccords – parfois violents – entre ces courants aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, il apparaît ainsi rétrospectivement que ce qui les rapproche est plus important que ce qui les sépare. Les désaccords demeurent, par exemple à propos de l'analyse de l'État ou de la tactique de l'action directe. Mais le triomphe du capitalisme sous sa forme néolibérale à la fin du XX<sup>e</sup> siècle a rebattu les cartes, et relativisé des différences autrefois significatives. C'est un constat à garder à l'esprit dans la perspective de la reconstruction d'un socialisme pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Dans le cas du mouvement communiste, la disparition de l'URSS et des pays affiliés a bouleversé la donne sur le plan programmatique et stratégique.

Le socialisme étant l'envers du capitalisme, les évolutions de ce dernier ont forcément influé sur les mouvements et les idées socialistes. La création des partis socialistes « de masse » en Europe – le SPD allemand le premier d'entre eux – à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle est concomitante de l'exode rural et de la concentration croissante des ouvriers dans de grandes structures industrielles. Elle aurait été difficilement concevable avant la « seconde » révolution industrielle. Pour autant, mouvements et idées disposent d'une « autonomie relative ». En Chine, lors de la période révolutionnaire qui mène à l'instauration du régime communiste de 1949, le pays n'a pas encore connu le développement industriel qui sera le sien un demi-siècle plus tard : la révolution est avant tout paysanne. Le développement du pays s'opère après l'arrivée du communisme, et non avant, comme en Europe. Dans ce cas comme dans d'autres, les liens entre le capitalisme et les modalités de sa contestation sont complexes. Même à l'échelle d'une région, les rythmes politiques peuvent être discordants.

Les trois décennies qui nous séparent de la chute du régime auront vu l'apparition de courants difficiles à identifier, dont les liens avec le socialisme ne sont pas clairs. Peut-être est-ce le propre des périodes de transition. Le principal d'entre eux est le « populisme », dont les origines remontent au XIX<sup>e</sup> siècle, notamment en Russie et aux États-Unis, mais dont des théoriciens et des mouvements ont recommencé à se réclamer dans le sillage de la crise économique de 2008. Avant qu'elle arrive en Europe, une vague de gouvernements progressistes parfois nommés « populistes de gauche » avait déferlé sur l'Amérique latine durant les années 2000, en Argentine (Néstor Kirchner), au Brésil (Lula), en Bolivie (Evo Morales), au Venezuela (Chávez) ou en Équateur (Rafael Correa).

Le « populisme de gauche », celui de Podemos en Espagne ou de La France insoumise en France, est-il une variante de socialisme ? Les populistes ont repris à leur compte certaines revendications centrales de ce dernier, par exemple l'égalité. Sur le plan électoral, leur implantation recoupe également largement celle des anciens partis de gauche, sociaux-démocrates et communistes. Ils s'en distinguent toutefois en ceci qu'ils substituent un vocabulaire essentiellement moral à celui, plus politique, des socialistes, dénonçant par exemple la « corruption » des élites plutôt que les mécanismes de l'exploitation. De même, l'opposition qu'ils établissent entre la « caste » dominante et le « peuple », ou entre les « 1 % » et les « 99 % », se distingue du type d'analyse de classes dominant dans les socialismes. L'alliance des classes populaires avec les classes moyennes – notamment à fort « capital culturel » – a été un enjeu stratégique important pour les socialismes au XX<sup>e</sup> siècle, notamment en Europe de l'Ouest. L'opposition entre la « caste » et le « peuple » qu'établit le populisme rend la pensée de ce problème impossible.

### *Connexions*

Ce volume se veut une histoire *globale* des socialismes. Les socialistes et leurs historiens n'ont pas attendu que l'histoire globale soit à la mode pour la pratiquer. Le socialisme, on le sait, s'est toujours voulu internationaliste, même s'il existe bien sûr des traditions socialistes nationales, et même régionales. L'existence de quatre

Internationales – en comptant la petite Internationale fondée par Trotski en 1938 –, dont les organisations nationales ont longtemps été considérées comme des sections, en témoigne. Ceci implique qu’au cours de l’histoire des socialismes, la circulation internationale des idées, des personnes et des modèles organisationnels a toujours été dense. Elle a de ce fait très tôt retenu l’attention de ses historiens. C’est une histoire « connectée » s’il en est.

Depuis les dernières décennies du xx<sup>e</sup> siècle, cette globalisation s’est encore accrue. Les nouvelles technologies de l’information favorisent l’interaction des mouvements politiques et sociaux à l’échelle globale. Il en va de même des chercheurs : Internet, mais aussi la pratique grandissante des séjours de recherche à l’étranger, ont permis l’accès aux archives et aux « terrains » aux quatre coins du monde. Ainsi, si la France demeure le pays de référence de cet ouvrage, chaque entrée s’efforce d’analyser son objet en adoptant une perspective internationale. Dans le choix des entrées, un critère de diversification géographique a été autant que possible retenu.

Une histoire globale des socialismes est forcément interdisciplinaire. Cet ouvrage est le fruit de la collaboration de chercheurs de nombreuses disciplines : historiens, philosophes, économistes, sociologues, géographes, littéraires... Ses trois coordonnateurs appartiennent à des disciplines différentes : histoire, sociologie et philosophie, et chacun porte une attention aux développements de la science politique. Cerner l’objet aux facettes multiples que sont les socialismes supposait de transcender les frontières disciplinaires, ce que les rigidités du système universitaire – français notamment – n’incitent pas toujours à faire. Cet ouvrage prend également acte de l’émergence de nouvelles générations de chercheurs qui s’intéressent aux socialismes. Pour certains, ils n’étaient pas nés lors de la chute du mur de Berlin.

Ce volume est divisé en trois parties. La première est intitulée « Les mots du socialisme ». Elle porte sur des thèmes, concepts et courants des socialismes. Ces mots désignent souvent aussi bien des idées que des pratiques, inextricablement mêlées. Les socialistes ont cherché à se projeter dans le futur par les idées et les mouvements, mais aussi à expérimenter et construire ici et maintenant. Le xix<sup>e</sup> a été le siècle du « prophétisme », le xx<sup>e</sup> celui de la « passion

du réel », dit Alain Badiou dans son ouvrage *Le Siècle*. Dans la dialectique entre les deux se trouve peut-être le secret de cette tradition politique.

La deuxième partie s'intitule « Moments ». Elle consiste en un ensemble de dates significatives de l'histoire des socialismes. Loin de donner lieu à une histoire « événementielle », ces moments s'inscrivent toujours dans des temporalités complexes. Souvent, elles constituent des références pour les acteurs de l'histoire des socialismes avant de le devenir pour l'analyste. Comme pour tout courant politique, une partie de l'histoire des socialismes a été écrite par des socialistes. Le retentissement des événements auxquels ces dates renvoient est relatif à chaque région : celui de la révolution cubaine fut mondial, mais bien entendu plus fort et durable en Amérique latine, les gauches du continent continuant à ce jour à s'y référer comme à un événement fondateur.

La troisième partie s'intitule « Figures ». Davantage peut-être que d'autres courants, l'histoire des socialismes est faite d'« incarnations », de personnages historiques qui synthétisent des idées ou des événements. L'évocation des noms de Louise Michel, Lénine ou – dans un genre certes très différent – Jacques Delors suffit à le démontrer. Souvent, il s'agit de figures tragiques, dont la trajectoire est marquée par l'échec, la défaite et la disparition brutale. Si le monde dans lequel nous vivons porte l'empreinte des socialismes, des générations de militantes et de militants qui ont œuvré pour un monde moins injuste, les avancées furent souvent obtenues au prix des plus grands sacrifices.

### *Socialisme ou barbarie ?*

Le socialisme a un passé, mais a-t-il un avenir ? Il est aujourd'hui confronté à des défis nouveaux, comme il l'a été tout au long de son histoire. On en relèvera trois, parmi d'autres. Le premier est l'écologie. Celle-ci est-elle une alternative au socialisme, ou son prolongement sous un autre nom ? Pour répondre à cette question, il faut reprendre le critère énoncé ci-dessus : accorde-t-elle une importance *au moins aussi grande* à la question sociale qu'à l'environnement ? Pour nombre de courants de l'écologie, la réponse

est clairement négative. L'écologie « profonde » d'Arne Næss, par exemple, lui accorde une importance quasi nulle. Elle se livre à une critique de l'anthropocentrisme de nos catégories morales, qui distinguent les humains des autres êtres vivants, et nous invite à accorder à ces derniers une « valeur intrinsèque ».

Mais pour d'autres courants, comme l'écologie sociale d'un Murray Bookchin ou certaines tendances de l'écoféminisme, la question sociale est déterminante. À leurs yeux, la principale cause de la crise écologique est le capitalisme, si bien que la résolution de cette dernière suppose une adhésion à l'anticapitalisme. Ces courants de l'écologie considèrent que la nature est sociale, autrement dit que la lutte des classes doit inclure les enjeux environnementaux. Écologie et socialisme convergent donc parfois, aussi bien sur le plan théorique qu'au sein des mouvements sociaux. « Écosocialisme » est une appellation qui circule déjà, et qui sera peut-être amenée à se diffuser dans les années qui viennent.

Un deuxième enjeu est la reconstruction d'un internationalisme, dans un monde où les pulsions nationalistes conservatrices s'expriment de plus en plus ouvertement. La chute du mur de Berlin a débouché durant les années 1990 sur un monde « unipolaire », avec les États-Unis comme seule grande puissance. Trente ans plus tard, le paysage géopolitique a considérablement changé. L'émergence de la Chine et le retour de la Russie sur la scène internationale suscitent un monde « multipolaire ». Les États-Unis demeurent dominants au plan économique et militaire, mais ils ne sont plus sans rivaux. Cette multipolarité rapproche la situation géopolitique présente du « concert des nations » qui a suivi le congrès de Vienne au début du XIX<sup>e</sup> siècle, qui est aussi la période qui a vu naître les socialismes.

En quoi les évolutions actuelles vont-elles affecter les mouvements socialistes au XXI<sup>e</sup> siècle, et en particulier la possible émergence d'un nouvel internationalisme ? Au XX<sup>e</sup> siècle, la révolution russe puis la structure « bipolaire » de la guerre froide donnent lieu à une partition entre une Deuxième Internationale « socialiste » et des Komintern et Kominform « communistes ». À ces Internationales formellement constituées se sont ajoutées des Internationales informelles, comme les « nouvelles gauches » qui se sont mobilisées sous des formes diverses, aux quatre coins du monde, lors des

« années 1968 ». Quelles qu'aient été leurs orientations, elles furent toutes polarisées par l'existence d'un camp socialiste, qui a recouvert jusqu'à un tiers de la surface du globe. Ce camp n'est plus. C'est une libération par rapport au fardeau que constitua le bilan globalement catastrophique de l'URSS, mais aussi un défi, l'Internationalisme du futur devant se construire sans l'appui d'États. Là encore, on renoue en un sens avec l'internationalisme du XIX<sup>e</sup> siècle.

Le troisième enjeu est l'invention d'organisations politiques adaptées au nouveau siècle. L'histoire des socialismes est faite de créativité organisationnelle. Le parti d'« avant-garde » de Lénine, clandestin et formé de révolutionnaires professionnels, n'est pas le parti de masse du leader du Parti communiste italien Palmiro Togliatti après 1945, légal et à l'implantation populaire. Ce dernier ressemble par certains aspects au SPD allemand des origines. Prenant acte de l'évolution des contextes stratégiques, et en particulier de la stabilisation des institutions de la démocratie représentative, les socialistes et les communistes ont su bâtir, durant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, des organisations adéquates.

Qu'en sera-t-il au XXI<sup>e</sup> siècle ? Les sociologues insistent aujourd'hui sur la relative déstabilisation des identités politiques, qui rend plus difficile qu'autrefois la transmission de valeurs et opinions de générations en générations. On était socialiste ou communiste de père ou mère en fils ou fille, on ne l'est plus, en tout cas plus automatiquement. La socialisation politique des jeunes par les médias – les réseaux sociaux notamment – plus que la famille est l'un des facteurs qui nourrissent ce phénomène. Cette déstabilisation des identités politiques affecte tous les courants, de gauche ou de droite. Comment influera-t-elle sur l'adhésion aux socialismes ? Autant que des luttes et des campagnes électorales, les socialismes furent des « cultures » ancrées dans des espaces sociaux : quartiers, communes, villes ou régions. La construction de ces cultures prenait place dans des temporalités longues. Sera-t-il possible d'en imaginer de nouvelles dans notre monde individualisé et en accélération constante ?

L'alternative posée par Rosa Luxemburg en 1915 dans sa « Brochure de Junius », socialisme ou barbarie, n'est-elle pas plus actuelle que jamais ? À l'exploitation capitaliste et aux guerres s'est ajouté un péril nouveau pour l'humanité, auquel « Rosa la rouge » ne

pouvait avoir réellement pensé : le changement climatique. La crise des socialismes à la fin du xx<sup>e</sup> siècle a été suivie peu par celle des démocraties représentatives. Avec Donald Trump, Jair Bolsonaro ou Viktor Orbán, les gouvernants « autoritaires » s'assument comme tels, et traitent avec mépris les droits démocratiques se multiplient. Le capitalisme, de son côté, ne s'est toujours pas relevé de la crise financière de 2008, les taux de croissance de la décennie qui ont suivi n'ayant pas été à la hauteur des périodes de « rattrapage » qui habituellement succèdent aux crises. Au crash de 2008 il faut désormais ajouter les effets économiques en cascade de la pandémie. Dans ce contexte, il est urgent de renouer avec une critique socialiste combattive, à la fois économique, politique et écologique, de l'ordre existant. Cela passe par la connaissance de son histoire, à laquelle cet ouvrage espère œuvrer.

Jean-Numa DUCANGE,  
Razmig KEUCHEYAN et Stéphanie ROZA